

Une révolte des fonctionnaires contre Macron ? Une autre lecture de l'affaire Benalla



L'affaire Benalla suscite une grande émotion, largement justifiée par la déception de l'opinion publique liée à la personnalité même d'Emmanuel Macron. (Mal) élu pour réparer les dégâts de la présidence « normale » de François Hollande et complètement calamiteuse, le jeune Emmanuel Macron révèle sa capacité à donner de grandes leçons morales à la planète entière et sa faible envie de les mettre en pratique à titre personnel. Le dévoilement d'une « racaille » dans son entourage, qui s'ajoute aux pressions exercées sur la presse pendant la campagne, en disent long sur les dérives présidentielles autoritaires et douteuses que plus personne ne peut réellement nier. Il n'en reste pas moins que l'affaire Benalla survient à un moment où l'exécutif tente de faire plier la fonction publique. Et qu'elle est révélatrice de la capacité de nuisance de l'appareil d'État face à toute tentative de réforme en profondeur.

Avec Éric
Verhaeghe

Que les images, qui tournent en boucle, d'un chef de cabinet adjoint de l'Élysée, non déclaré au Journal Officiel (alors que le Président avait annoncé une réduction des effectifs des cabinets), en train de frapper des manifestant(e)s en dehors de tout cadre légal, à la manière des dictatures les plus sanglantes, choquent l'opinion est la marque d'une vitalité démocratique de notre pays. On n'ose pas imaginer ce qu'un Benalla eut été sous Vichy ou durant la guerre d'Algérie. Sur ce point, la faute de l'Élysée, qui consiste à livrer les clés du palais, à une personnalité de ce genre, est impardonnable.

Ne le contestons pas! Macron dénonce régulièrement les démocraties illibérales. On voit mal en quoi sa pratique du pouvoir diffère fondamentalement... Et les manifestants tabassés dans des conditions indignes le 1er mai ne nous contrediront certainement pas.

L'inévitable affaire Benalla

Reste qu'au-delà de l'émotion légitime, des questions béantes se posent, renforcées, dramatisées même, par le contexte politique où elles se posent. Entre le 1er mai, jour fatidique où Benalla a gravement outrepassé son statut, et la semaine dernière, deux mois et demi se sont écoulés... De nombreuses personnes savaient alors que les images diffusées dès le 1er mai mettaient en cause un très proche d'Emmanuel Macron. En particulier, une grande partie de la hiérarchie policière savait que « l'exécrable » Benalla, pour reprendre des termes utilisés par des syndicalistes devant l'Assemblée Nationale, avait dangereusement exposé Emmanuel Macron le 1er mai, par un comportement dommageable susceptible d'éclabousser l'Élysée. Beaucoup savaient que ce comportement était resté impuni, puisque la suspension temporaire de fonction dont l'intéressé a fait l'objet n'est pas juridiquement une sanction, mais seulement une préparation à une sanction (même si elle s'accompagne d'une suspension du traitement).

Dans ce contexte, il était inévitable que l'affaire termine entre les mains de la presse. Emmanuel Macron devait le savoir. La question n'était pas de savoir si oui ou non une mèche aussi éventée finirait par brûler, mais quand elle brûlerait.

Là encore, un minimum d'anticipation aurait permis d'imaginer que, à la faveur de l'été, de la légère somnolence qui s'empare alors de l'actualité, un média aurait la tentation de sortir une information dont il serait tôt ou tard dépositaire. Il ne fallait pas être grand clerc pour imaginer que la presse, friande de piscines à Brégançon et de montres de Brigitte à 39.000 euros, ne manquerait pas le coche dans les semaines qui suivaient. C'était d'autant plus prévisible que la brutalité de Benalla s'est aussi exercée contre des journalistes, y compris de chaînes publiques. Dans ces conditions, son attitude inappropriée constituait un pain béni pour ceux que la macronie a fini par lasser.

Un contexte politique explosif

Pourquoi l'affaire est-elle tombée entre les mains du Monde, qui a ouvertement fait campagne pour Macron, et pas du Figaro ou de Libération (ou encore de Mediapart)? La question mérite d'être traitée au regard du contexte politique où elle survient.

Plusieurs dossiers annoncent en effet un été sensible pour le régime Macron, si l'on peut utiliser cette expression métaphorique. Au premier rang, [la presse \(Le Monde lui-même\) s'est beaucoup attardé sur la réorganisation en cours de la sécurité de l'Élysée](#) qui, dessaisirait le GSPR, c'est-à-dire la police, de cette responsabilité, au profit de l'Élysée lui-même. On voit bien le raisonnement qui est suggéré: Benalla est victime d'un règlement de comptes d'autant plus sanglant de la part des policiers officiels qu'il devait, tôt ou tard, les supplanter.

Cette version, au demeurant contredite par le Préfet directeur de cabinet du Président, n'exclut pas, qu'elle soit vraie ou fausse, de relever le contexte toxique beaucoup plus large dans lequel l'affaire Benalla s'inscrit.

Au premier chef, on notera que Macron envisage sérieusement de modifier l'équilibre des pouvoirs en taillant fortement dans les effectifs de l'Assemblée Nationale. On ne s'étonnera pas de voir que le Parlement au sens large a réagi fortement à cette affaire à un moment où le Président s'emploie à le marginaliser. Tels sont les risques du métier.

L'affaire Benalla face à la réforme administrative

Mais d'autres dossiers tout aussi sensibles sont sur le feu, qui méritent d'être inscrits dans le contexte explicatif de l'affaire Benalla. S'agissant des raisons pour lesquelles le Monde, si macronien jusqu'ici, a décidé de retourner sa veste, on citera volontiers deux affaires épineuses.

La première concerne la PMA, qu'on aurait tort de sous-estimer comme ferment du soutien de certaines élites parisiennes à Macron jusqu'ici. De façon très révélatrice, [le jour où le Monde titrait sur l'affaire Benalla, c'est-à-dire le 18 juillet](#) le gouvernement annonçait que l'ouverture de la PMA figurerait finalement dans le projet de loi de bioéthique présenté en fin d'année. Ce sujet, emblématique des préoccupations de feu Pierre Bergé, patron du Monde, en dit long sur la lutte que certains réseaux ont menée pour faire plier le pouvoir en leur faveur.

Au fond, Macron est un conservateur élu avec des voix progressistes. Ces derniers n'ont pas ménagé leurs efforts pour forcer Macron à céder sur un sujet sensible. Et rien n'exclut qu'ils y soient allés d'une belle boule puante pour punir Macron de se montrer un peu raide sur le sujet de la PMA. Cette hypothèse est d'autant moins farfelue que certains défenseurs de la PMA se révèlent parfois proches de la hiérarchie policière...

Parallèlement, et avec une naïveté confondante, des personnages primesautiers comme Gérard Darmanin labourent le terrain en expliquant que le gouvernement va diminuer la dépense publique par une remise en cause des taux réduits de TVA. Quelqu'un a-t-il expliqué que à ce monsieur, paraît-il ministre, que les premiers bénéficiaires du taux réduit de TVA... sont les journaux eux-mêmes. Affectés d'un taux de 2,1% au lieu de 20%, ils ont tout à perdre dans ce dossier sensible.

On imagine mal, après l'affaire Benalla, que le gouvernement aborde la question avec le même manque de recul dans les prochaines semaines...

Le test épineux de CAP 2022

Si Darmanin et Le Maire répètent en boucle qu'il faut supprimer les taux réduits de TVA, c'est évidemment parce qu'ils sont talonnés par la promesse de baisser de 3 points les dépenses publiques dans le PIB. Cet objectif est abordé dans le fameux document « CAP 2022 », qui suscitent depuis plusieurs mois de nombreux fantasmes.

Finalement et contre l'avis de Matignon, [ce rapport a fait l'objet d'une publication](#). Il est loin des annonces produites en leur temps par le gouvernement lui-même, d'un « big bang » qui remettrait en cause le statut de la fonction publique. Mais il est déjà suffisamment audacieux pour braquer les esprits. Dans le système à trois ordres dominant en France, la noblesse qui occupe les emplois publics entend bien ne pas prendre sa part d'effort.

L'affaire Benalla, une vengeance du gouvernement profond?

Et c'est évidemment à cette aune qu'on préfère lire l'affaire Benalla. Toutes les auditions à l'Assemblée Nationale ont en effet confirmé ce pressentiment.

Qu'avons-nous entendu pendant deux jours sur le sujet? Des « politiques » qui expliquent n'avoir jamais été informés par leurs fonctionnaires. Et des fonctionnaires qui expliquent en détail comment ils travaillent avec les politiques. Peu à peu, l'opinion publique a compris ce que signifie le mot « technostructure », et qui est synonyme en France de gouvernement profond. C'est un ensemble de hauts fonctionnaires sans qui les ministres ne sont rien, et qui tiennent au jour le jour l'appareil d'État et les décisions qui vont avec.

De façon hallucinante, les Français ont entendu un ministre de l'Intérieur, dont le bureau est géographiquement situé à moins de 500 mètres de celui du Président de la République, qui fut l'un des premiers soutiens de ce Président, expliquer qu'il ne connaissait ni d'Ève ni d'Adam le chef de cabinet adjoint de l'Élysée, qui occupait le 4^e étage du siège de campagne du candidat Macron et qui ne quitte jamais Emmanuel Macron d'une semelle.

Puis, le Préfet de police de Paris est venu expliquer aux députés qu'en réalité le cabinet du ministre suivait l'affaire Benalla dès le 2 mai au matin, en lien avec l'Élysée. On a aussi compris que l'inspection générale de la police nationale s'était intéressée au dossier très rapidement.

Et peu à peu, s'est dessiné un monde avec deux hypothèses possibles. Soit les élus (et en particulier Gérard Collomb) ont menti à l'Assemblée Nationale. Auquel cas mal leur en prend car les fonctionnaires se rebellent. Soit ils sont réellement aux fraises pendant que les décisions se prennent dans leurs ministères.

Dans les deux cas, il est clair que, à l'occasion des auditions par l'Assemblée Nationale, les fonctionnaires policiers et ceux de la préfectorale ont décidé de ne pas se laisser faire. Là où l'on attendait des ben-i-oui-oui plaidant coupables, on a surtout trouvé des personnalités bien décidées à discuter leur bout de gras, et déterminées à renvoyer les politiques à leurs responsabilités.

De là à dire qu'il s'est trouvé un nombre suffisant de fonctionnaires au sommet de l'État pour ne pas empêcher la diffusion de l'affaire Benalla dans les medias, et bien décidés ensuite à ne rien passer au gouvernement, il n'y a qu'un pas qu'on franchira rapidement.

Le gouvernement profond en révolte contre Macron

Le principal enseignement à tirer de l'affaire Benalla est sans doute là: la haute fonction publique ne fait pas de cadeau à Macron et ne se laissera pas faire. La perspective d'une réforme fondamentale de la fonction publique soulèvera de profondes résistances, des résistances systémiques qui produiront leur cortège de boules puantes pour le pouvoir exécutif.

Ces premières résistances apparaissent clairement. Quand un Préfet de Police contredit son ministre devant l'Assemblée, on ne parlera pas d'autre chose que d'une réaction inquiétante du gouvernement profond face à la mainmise du politique, naturelle en démocratie.

L'affaire Benalla doit faire réfléchir tous les libéraux. Elle constitue un missile nucléaire d'avertissement contre une réforme ambitieuse de l'État. Emmanuel Macron sera désormais en difficulté pour toucher à la dépense publique. C'était peut-être cela, l'objectif...